



Le théorème de Johnny

Dans une entrevue télévisée à la mi-octobre, Johnny Hallyday exprimait sa préférence pour Barack Obama, en expliquant que ce choix ne contredisait pas ses positions habituellement de droite, puisque les démocrates américains étaient finalement assez proches de la droite française.

Obama, expliquait le rockeur français, pourrait rétablir un certain équilibre dans la vie politique américaine, notamment en aidant les gens à payer pour les soins de santé. « C'est ce qu'il y a de bon chez nous, nos frais sont pris en charge. »

On pourrait appeler cela le théorème de Johnny. Ce qui tient lieu de gauche aux États-Unis relèverait finalement de la droite modérée partout ailleurs.

L'idée est assez répandue. Un journaliste de *La Presse* a même suggéré qu'à côté d'Obama « Stephen Harper pourrait passer pour un dangereux gauchiste » !

Ceci n'est pas complètement faux. Après tout, ce que propose Obama pour la santé ou l'aide sociale demeure bien en deçà de ce qui est considéré comme un minimum décent dans les autres démocraties avancées.

En même temps, il y a quelque chose de douteux dans le grand ralliement qui amène les Sarkozy, Charest et Dumont, et même le roi Abdallah II de Jordanie, à se voir dans le même camp qu'Obama.

C'est que le théorème de Johnny ne fonctionne pas. En plaquant la réalité d'un pays sur celle d'un autre, on peut bien sûr dire que les démocrates américains ne sont pas si loin de la droite française. Mais avec une telle logique, on pourrait aussi conclure que tous les partis politiques canadiens sont à droite comparés au principal parti conservateur suédois, le Parti modéré de Fredrik Reinfeldt, au pouvoir depuis 2006.

Pratiquement toujours dans l'opposition depuis les années 1930, les conservateurs suédois ont en effet recentré sérieusement leurs positions au début des années 2000. Ils acceptent maintenant l'essentiel du modèle politique et social suédois, et se présentent même comme le « nouveau parti des travailleurs ».

Admirateur de Bill Clinton et de Tony Blair, le premier ministre Reinfeldt est également un partisan de Barack Obama. Dans le contexte suédois, il ne demeure pas moins un homme de droite.

L'opposition entre la droite et la gauche n'est pas simplement affaire de politiques et de programmes. Elle relève de visions du monde et de valeurs distinctes, profondément ancrées dans l'histoire de la démocratie.

La gauche a confiance dans la capacité humaine de coopérer et de travailler pour le bien commun, et elle est en quête d'une plus grande justice sociale et de plus d'égalité.

La droite, pour sa part, se méfie davantage des faiblesses humaines et se veut plus réaliste quant aux possibilités et aux périls de l'action collective. Elle préfère miser sur les efforts individuels et la compétition pour favoriser le bien-être collectif, et estime que trop d'égalité pourrait miner les incitations nécessaires au développement économique.

« *Yes we can* », une phrase qui exprime si simplement la confiance de la gauche dans la capacité de changer les choses par l'action collective, traduit parfaitement cette différence. Peut-on imaginer Stephen Harper faisant campagne avec un tel message ?

Évidemment, il ne s'agit que d'un slogan. Mais cette courte phrase résume bien la volonté plusieurs fois exprimée par Obama de faire des États-Unis une société moins inégalitaire et plus inclusive, à l'aide notamment d'un gouverne-

ment plus présent et capable d'offrir de meilleures opportunités pour tous.

Dans *The Audacity of Hope* — encore une expression de gauche — Obama exprime clairement sa colère contre des politiques qui favorisent outrageusement les riches et les puissants, au détriment des Américains moyens.

En apparence semblable, le slogan « Ensemble, tout devient possible » utilisé par Nicolas Sarkozy pendant la campagne présidentielle française de 2007 recouvrait des préoccupations bien différentes. Le clivage que Sarkozy voulait combattre n'opposait pas les riches et les moins fortunés, mais plutôt « ceux qui fraudent, abusent, ne veulent pas travailler, et ... ceux qui travaillent, font des efforts, respectent les principes essentiels d'une vie en société ». Une méfiance toute de droite.

Les recherches sur les politiques publiques montrent qu'une fois au pouvoir les politiciens respectent assez fidèlement leur programme. Mais elles indiquent aussi que la grande majorité de leurs décisions ne relève pas de ces programmes, mais plutôt de réponses à définir au fur et à mesure, en réaction aux problèmes de l'heure.

C'est pourquoi, au-delà des engagements spécifiques, il importe de bien saisir les orientations de base et les valeurs des candidats. Et pour cela, l'opposition droite-gauche garde encore tout son sens, même lorsque les programmes semblent se rapprocher.

Johnny Hallyday peut bien trouver que « ce qu'il y a de bon chez nous [c'est que] nos frais sont pris en charge », mais il a quand même décidé de vivre en Suisse : « J'en ai rien à foutre. Tout simplement, j'en ai marre, comme beaucoup de Français, de payer ce qu'on nous impose comme impôts. » Que dire de plus.

Alain Noël est professeur de science politique à l'Université de Montréal.